



(INFOS) RETRAITÉS

On ne se laisse pas faire !

En septembre, comme en juin l'actualité sociale et politique est dominée par la crise financière qui s'amplifie. Pourtant le Président de la République, les ministres assuraient en juin que la crise était derrière nous et que la croissance était de retour. Hélas, l'analyse de la FSU était juste. Le recours aux « médecines » libérales : rigueur, démantèlement des services publics, compression des dépenses sociales, suppressions de postes ... ont produit très rapidement les effets que nous annonçons. Inégalités qui se creusent, croissance en panne, plans qui utilisent les mêmes recettes : recherche de rentabilité par des suppressions de postes, recours aux privatisations... qui accélèrent les mécanismes de la crise.

Les salariés souffrent. Le gouvernement impose des augmentations ou de nouvelles taxes qui pèsent sur les ménages les plus en difficulté, comme ceux des couches moyennes tout en épargnant les plus riches.

Pour les retraités les nuages s'accroissent : hausse de la CSG, fin de l'abattement de 10% sur l'impôt sur le revenu sont de plus en plus souvent évoqués. Leur report – pour raisons électorales - ne doit pas nous désarmer. Pour tous il est chaque jour plus difficile de se soigner, de se loger, ... de vivre. Les mesures attendues pour la perte d'autonomie sont repoussées après les présidentielles.

Le mouvement social a une grande responsabilité. Par la mobilisation sur ses exigences, il est en capacité de peser non seulement sur les choix actuels mais aussi sur le contenu des projets qui seront soumis au vote des citoyens.

Grève du 27 septembre, manifestation du 6 octobre, actions du 11 octobre sont les premiers temps de mobilisation auxquels nous appelons les retraités à s'engager. Ces moments doivent faire vivre nos revendications pour le pouvoir d'achat, des mesures spécifiques sur les faibles pensions, la nécessité d'un service public pour ouvrir de nouveaux droits concernant la perte d'autonomie, le maintien et le développement des services publics.

Actifs, retraités, ensemble lutter

POUVOIR D'ACHAT : la chute !

L'INSEE vient de publier l'évolution de l'indice des prix pour août + 0,5%. Une inflation mesurée à 2,2% pour un an.

Rappelons que nos pensions n'ont été revalorisées que de 2,1% au 1er avril (incluant un rattrapage pour 2010) et que l'indice ne prend pas en compte les remboursements médicaux, la fiscalité... Ajoutons que « l'évolution moyenne des prix » est loin d'être le reflet de l'évolution des dépenses contraintes.

OUI : la question du pouvoir d'achat est plus que jamais d'actualité.

BIEN VIEILLIR... TOUTE UNE HISTOIRE

Une étude menée dans les pays européens, notamment par l'IFOP, montre que les européens ont tendance à considérer la vieillesse comme un moment heureux si plusieurs conditions sont remplies :

- . conservation des moyens physiques (56%), intellectuels (51%),
- . disposer d'un minimum de ressources (31%)
- . avoir une vie sociale (17%)...

Les espoirs de vie très longue - au delà de 100 ans- sont différents selon les pays : Italiens 62%, Espagnols 63%... les Allemands ne sont eux que 44% à formuler cet espoir. Pour la France seuls 48% espèrent vivre au delà de 100 ans, mais pensent que leur espérance de vie sera de 85,3 ans. Le bien vieillir repose sur une stratégie globale d'hygiène de vie, de conditions de travail et de prévention... la crise et la diminution des ressources risquent de modifier cet ensemble.

6 octobre

Les retraité(e)s manifestent !

Les organisations de retraités UCR-CFDT, UNAR CFTC, UCR-CGT, FGR-FP, UNSA Retraités et la SFR-FSU appellent les retraités à manifester le 6 octobre.

Une manifestation unitaire à caractère national aura lieu à Paris. D'autres départementales ou régionales seront organisées en province.

A l'ordre du jour :

- la défense du pouvoir d'achat qui continue à se dégrader, avec une exigence particulière pour les basses pensions, la nécessité d'un minimum de pension porté au niveau du SMIC.

- l'exigence de prise en charge publique de la perte d'autonomie : le « grand chantier » annoncé par le gouvernement est repoussé aux calendes pour cause de « déficit ».

- le refus d'un plan d'austérité profondément injuste, destiné à combler les déficits engendrés par une politique fiscale du gouvernement orientée de façon constante en faveur des plus aisés.

**Ensemble, dans l'unité,
manifestons le 6 octobre**

**Agir pour nos revendications spécifiques
et pour les générations futures**



30 000 places de prison supplémentaires

En visite en Seine-et-Marne pour inaugurer un nouveau centre de détention et un « centre éducatif fermé », le président de la République, qui se vante par ailleurs d'avoir réduit la délinquance, a annoncé sa volonté de créer 30 000 nouvelles places de prison d'ici 6 ans... Un objectif à rapprocher des 56 700 suppressions de postes de la maternelle à l'université effectués depuis 2008...

Fermer des classes, ouvrir des prisons : tout un programme dont la symbolique n'échappera à personne !



pour les retraités, on ne doit pas se priver.

